

Synthèse des contributions – Atelier n°6 « opérations, programmes »

Préparation pour la quatrième période d'obligation CEE (2018-2020)

Cet atelier n°6 doit permettre aux acteurs du dispositif d'échanger sur les opérations éligibles et les programmes.

1 / Opérations éligibles

1.1 / Général

Proposition n°1 :

Rendre éligibles les opérations sur le périmètre ETS [sous conditions : TRI > 2 ans et avec un plafond par opération (500 GWhc)]

Proposition n°2 :

Autoriser le cumul avec les aides ADEME

Proposition n°3 :

Communiquer en temps réel les textes / projets de texte pouvant avoir un impact sur les CEE (européens ou nationaux)

Question :

Quel impact à prévoir sur les opérations éligibles pour le décret « travaux embarqués », le décret « tertiaire », le décret « achat public », la révision de la RT existante ?

1.2 / Sujets particuliers

Proposition n°4 :

Supprimer le plafond de 10 000 m² pour les fiches isolation et calorifugeage

Proposition n°5 :

Créer une fiche rénovation globale en maison individuelle « incitative »

Proposition n°6 :

Simplifier les modes de preuve de la BAR-EN-104 (vitrages isolants)

2 / Révision des fiches

Proposition n°7 :

Ne pas engager de nouveau travail de révision des fiches – procéder au cas par cas / en cas d'évolution réglementaire ou sur la base des retours d'expérience

Proposition n°8 :

Prévoir une révision ciblée du catalogue en amont de la P4 (part de marché voire état du parc), en faisant prioritairement une cinquantaine de fiches, puis travail au fil de l'eau (notamment référence marché en fonction de l'évolution du marché : tous les ans / 2 ans / 3 ans selon le cas)

Proposition n°9 :

En cas de révision, prévoir que la nouvelle fiche s'applique aux opérations dont l'engagement au titre du RAI est postérieur à une date donnée (et plus sur la date d'engagement de l'opération)

Proposition n°10 :

Pour les nouvelles fiches, prendre en compte des critères économiques comme le taux de financement de l'opération par les CEE pour mettre en place des modes de preuve adaptés afin d'éviter les dérives et effets d'aubaines

Proposition n°11 :

Fluidifier la parution de nouvelles fiches

3 / Opérations spécifiques

Proposition n°12 :

Mettre en place des opérations « codifiées ou semi-spécifiques » dont les situations de référence sont prédéfinies

Proposition n°13 :

Mettre en place un système de pré-validation du calcul des CEE des opérations par le PNCEE ou l'ADEME (pour la situation de référence)

Proposition n°14 :

Prévoir un suivi obligatoire ex-post des consommations dont les résultats seraient transmis lors de l'instruction du dossier

Proposition n°15 :

Faire réaliser l'audit énergétique par un auditeur qualifié (alignement sur l'exigence de l'audit réglementaire)

Proposition n°16 :

Réduire le délai d'instruction des demandes relatives à des opérations spécifiques à 3 mois

Proposition n°17:

Calculer le TRB sur la base du coût total de l'équipement installé (non le surcoût) et réduire à 2 ans le TRB minimum

Proposition n°18 :

Faire un point annuel détaillé sur les opérations spécifiques mises en œuvre (par exemple dans la lettre d'infos)

4 / Outils, procédures

Proposition n°19 :

Prévoir des réunions régulières avec le PNCEE pour échanger sur l'interprétation des textes réglementaires

Proposition n°20 :

Etablir une base de données des matériels éligibles pour les fiches industrie

5 / Etudes a posteriori, contrôles**Proposition n°21 :**

Mise en place de contrôle sur site obligatoire pour les premiers détenteurs de CEE sur un échantillon représentatif des opérations standardisées mises en œuvre (pour lesquelles ce contrôle fait sens)

Proposition n°22 :

Mise en place d'études a posteriori réalisées par les pouvoirs publics pour contrôler la bonne réalisation de l'opération, vérifier l'atteinte des EE et analyser l'impact du dispositif auprès du bénéficiaire

6 / Programmes**Proposition n°23 :**

Pérenniser les programmes précarité existants pour la P4

Proposition n°24 :

Accroître la transparence sur les programmes avec :

- le développement obligatoire d'un site web, présentant précisément le contenu du programme et les opérations menées
- la remontée a minima une fois par an à la DGEC et l'ADEME des statistiques détaillées sur son déploiement et son efficacité

Proposition n°25 :

Permettre la révision des plafonds (en kWhc) attribués aux programmes par simple décision du COPIL

Proposition n°26 :

Revoir la tarification des programmes :

- Harmoniser les prix des programmes « classiques »
- Prix fixé de gré à gré, avec éventuellement plancher et plafond
- 2€/MWhc pour les programmes classiques et 5€/MWhc pour les programmes précarité énergétique

Proposition n°27 :

Prévoir l'éligibilité de programmes d'évaluation des politiques publiques et de leur mise en œuvre